

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :

Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :

1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pli fermé : 80 F et 40 F

Abonnements de soutien :

à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 318

LE NUMERO : 2 F 50

15 FB - 1 FS

5 au 18 septembre 1980

VIVE LES LUTTES OUVRIÈRES EN POLOGNE !

Le vaste mouvement de grève qui déferle sur la Pologne depuis juillet pour la hausse des salaires et la défense des conditions de travail, pour les libertés d'organisation et la défense des conditions de lutte de la

classe ouvrière s'inscrit dans une longue tradition de luttes : celles de Poznan en 1956, Gdansk et Szczecin en 1970, Radom et Ursus en 1976.

« Faillite du communisme ! » s'écrient hypocritement les bourgeois occidentaux. Mais ils se précipitent au secours du gouvernement polonais en ouvrant la bourse : Schmidt verse 1,2 milliard de marks, Carter 300 millions de dollars, l'Autriche idem ! « Menées antisocialistes ! », répondent en un écho tout aussi hypocrite les tenants de l'impérialisme russe, qui savent tout aussi bien que leurs adversaires de l'Ouest que la lutte des ouvriers polonais est provoquée par les salaires de misère, l'inflation galopante, le chômage endémique, bref tous ces maux caractéristiques du capitalisme, qui sévit aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, en dépit du bourrage de crâne officiel.

Tous savent que c'est bien contre l'exploitation capitaliste que se révoltent les ouvriers polonais, exploitation aggravée là-bas par le pillage russe et par la faillite économique due à la crise internationale et à l'endettement vis-à-vis des banques étrangères, que les bourgeois polonais veulent faire payer à la classe ouvrière !

La grande leçon qui vient de Pologne est la suivante : contre l'austérité, la misère et l'exploitation capitaliste, contre l'oppression et la répression bourgeoises, malgré la faillite de l'économie nationale

et la crise, malgré l'absence de « droits », il est possible de défendre ses intérêts de classe par les moyens spécifiques de la grève sans limitation préalable de durée, s'appuyant sur la solidarité des autres prolétaires. Regardez comment quelques milliers d'ouvriers en lutte suffisent à faire trembler la classe capitaliste de tous les pays ! Quel immense encouragement pour la lutte des prolétaires du monde entier contre l'offensive capitaliste !

Des émeutes de 1970 et des grèves de 1976, les prolétaires ont tiré la force d'affronter l'adversaire avec détermination et préparation, avec organisation. C'est un avantage inappréciable. Cependant l'ennemi est encore puissant. Il n'utilise pas seulement la répression directe, mais aussi le mensonge, l'influence des « faux amis » de la classe ouvrière.

Parmi ces « faux amis », il y a d'abord les courants nationalistes, qui cherchent à utiliser leur lutte pour marchander avec l'Etat russe. Au premier rang l'Eglise catholique qui peut se permettre une démagogie sans bornes grâce aux persécutions commises au nom du socialisme par les faux communistes et l'Etat impérialiste russe. Et cela, alors que toute

DANS CE NUMERO

- Les luttes ouvrières en Pologne
- La signification du « golpe » en Bolivie
- L'URSS est impérialiste
- En souvenir d'A. Bordiga

l'histoire démontre précisément que la classe ouvrière polonaise n'a d'autre issue à la double exploitation que lui font subir alternativement ou ensemble ses puissants voisins, l'Allemagne et la Russie, que la destruction révolutionnaire de tous ces Etats, y compris l'Etat capitaliste polonais !

Il y a également les courants de « l'opposition démocratique », comme les intellectuels dissidents du KOR, qui cherchent à prendre appui sur la lutte ouvrière pour une démocratisation de l'Etat. Ainsi, ils promettent déjà que s'il y avait un syn-

(suite page 2)

Conflits de pêche

Politiques industrielles contre exigences de classe

Au premier conflit étendu de l'année 80, celui de la pêche artisanale et industrielle, chacun — bourgeoisie, Etat, partis et syndicats — a montré quels seraient les axes de son action, et ce que les travailleurs pouvaient en attendre.

C'est l'attaque des armateurs contre les conditions de travail des pêcheurs salariés (réduction des équipages de 22 à 18 hommes pour le même travail) qui a déclenché le conflit à Boulogne. Mais cette attaque avait été préparée de longue main. En 76, les pêcheurs avaient pu obtenir un sursis du gouvernement Chirac, après une grève en 75. Mais, en avril dernier, l'Etat et les armateurs préparaient de concert ce plan de « dégraisage » énergique, analogue à ceux qui se succèdent, face à la crise, dans tous les secteurs de l'activité industrielle : des subventions aux armateurs... en échange d'une énergique restructuration de leur part, c'est-à-dire d'une compression du personnel. Dans ce domaine comme dans la sidérurgie, les « dik-tats » de l'Europe ne font qu'exprimer les exigences plus générales de la concurrence capitaliste.

Pour des raisons géographiques, la pêche française doit aller chercher le poisson plus loin que ses concurrents étrangers. Mais l'accord d'avril prévoyait que l'augmentation continue du gazole (qui représenterait actuellement, selon *le Monde*, 20 % du chiffre d'affaire des armateurs) serait rattrapable en partie pour eux... sous forme de taxe sur les salaires !

Il suffit de rappeler ces faits pour montrer l'aveuglement, ou plutôt l'hypocrisie de ceux qui demandent à cor et à cri à l'Etat un plan

(suite page 4)

A NOS LECTEURS

Un grave incendie a ravagé le samedi 2 août en début d'après-midi notre local parisien. Les dégâts qu'il a provoqués sont considérables : non seulement le matériel (machines à écrire, ronéos, etc.) a été presque entièrement anéanti, mais des archives et plusieurs dizaines de milliers de journaux, revues, brochures et livres ont été détruits — sans compter les importants dommages causés au bâtiment. Pour les seuls matériels et publications, le montant des dégâts dépasse 100.000 francs.

L'incendie s'étant déclaré en l'absence de tout militant, ses causes ne peuvent être déterminées avec une parfaite certitude, et un acte de malveillance ne peut être absolument exclu. Toutefois l'heure du déclenchement ainsi que diverses constatations matérielles effectuées sur place par les pompiers nous font retenir comme la plus probable l'hypothèse d'un incendie accidentel (du type court-circuit, etc.).

Malgré les vacances, un certain nombre de lecteurs nous ont témoigné leur solidarité. Par ailleurs le groupe « Combat Communiste » nous a spontanément proposé son aide matérielle. Qu'ils en soient ici remerciés.

Nous ne pouvons cacher que les conséquences matérielles et surtout financières de ce sinistre sont graves, et que nous ne pourrions les surmonter sans l'aide de tous nos lecteurs et sympathisants. Nous sommes contraints de racheter purement et simplement toutes les machines détruites, de refaire les aménagements, etc., et nous risquons d'avoir un grave trou dans certaines collections de journaux. Nous faisons donc un

(suite page 4)

La signification du « golpe » en Bolivie

L'épée de Damoclès du coup d'Etat, suspendue de façon menaçante en Bolivie depuis que le général Garcia Mesa avait renoué le nouveau chef de l'armée et s'était fait nommer lui-même par la présidente Gueller, s'est abattue violemment, mettant fin au court intermède démocratique. Elle a déchaîné le cannibalisme militaro-bourgeois sur les centres miniers et

Nous avons déjà montré de nombreuses fois le caractère franchement contre-révolutionnaire de la démocratie par laquelle on prétend remplacer les régimes militaires latino-américains. A l'époque actuelle de renaissance du mouvement ouvrier à l'échelle continentale et internationale, la démocratie en Amérique latine n'a plus le contenu national-réformiste, populiste et vaguement anti-impérialiste d'autrefois : elle est un instrument manœuvré et patronné par l'impérialisme lui-même dans le but de créer des soupapes de sécurité institutionnelles pour la pression du mouvement ouvrier. C'est ainsi que le golpe actuel heurte les intérêts et la stratégie politique de Washington, qui a fait son possible pour l'éviter et, n'ayant pas réussi, l'a condamné verbalement, non parce qu'il refuse ces méthodes, loin de là, mais parce que le putsch va à contre-courant de sa politique actuelle, déterminée par les nécessités de la défense du statu quo dans les pays décisifs de la région, en premier lieu le Brésil. Et il a pu le faire parce que les régimes militaires argentin et brésilien lui ont donné l'efficacité que l'armée bolivienne n'avait pas en elle-même, de même que les armées argentine et brésilienne avaient eu besoin de l'appui nord-américain.

Le coup d'Etat actuel n'est pas une réac-

les sièges des syndicats, provoquant des milliers de victimes prolétaires dans un énième déclenchement de violence sur ces masses qui constituent l'un des bataillons les plus redoutables de la classe ouvrière latino-américaine. Quelle est la cause de ce nouveau putsch militaire ?

tion à un effort réformiste du gouvernement démocratique qui aurait heurté les intérêts des fractions traditionnelles de la bourgeoisie, ne serait-ce que parce que les illustres démocrates n'avaient entrepris sérieusement aucun programme de réformes... D'autre part il serait faux de prétendre que le ressort social de ce golpe contre la démocratisation impulsée par la Maison Blanche sont les oligarchies foncières, comme c'est le cas aujourd'hui au Guatemala ou au Salvador.

La quasi-totalité des bourgeoisies latino-américaines tend avec difficulté à constituer une force de classe homogène capable d'exercer le pouvoir au nom et en fonction des intérêts historiques généraux de l'ensemble des classes possédantes. Cette difficulté est beaucoup plus accentuée en Bolivie. On ne peut même pas parler ici de cette bourgeoisie agro-exportatrice qui a constitué l'embryon de la bourgeoisie latino-américaine moderne. Socialement, c'est une paysannerie liée à des formes de production très attardées qui a prédominé, tandis qu'économiquement c'est la rente minière qui avait le poids déterminant. Et à l'économie minière vient s'ajouter un facteur politique qui a posé beaucoup sur l'atrophie politique bolivienne : c'est le concentré et combatif prolétariat minier. Personnellement au pouvoir durant 12 ans,

de 1952 à 1964 (sans compter le court et turbulent gouvernement de Villaroel, de décembre 1943 à août 1946) à travers le courant qui l'a le mieux représentée, le MNR, la bourgeoisie a été incapable de mener à bien le processus de modernisation industrielle, sociale et économique commencé avec la « Révolution de 1952 » et de se constituer en force politique capable de s'imposer à l'ensemble des couches et forces sociales, en les disciplinant et en les unifiant par rapport aux exigences historiques du développement capitaliste.

A partir de 1964 se révèle clairement la tendance à la prise du pouvoir par l'armée, clair indice de la faillite historique de la bourgeoisie « civile ». Si l'armée assume le pouvoir, c'est parce que sa structure hiérarchisée, disciplinée et fortement centralisée permet que soient partiellement neutralisés, au moins dans les périodes de « normalité », la fragmentation et les antagonismes internes de la bourgeoisie, que les partis démocratiques « civils » se sont montrés incapables de dépasser.

L'Ordre, l'Ordre sacro-saint dont les gorilas sont les prêtres, suppose une relative stabilité dans les sommets de l'appareil

(suite page 3)

Vive les luttes ouvrières en Pologne ! Lâcher la bride pour mieux tenir les rênes

(suite de la page 1)

dicat libre, ils se chargeraient d'appeler en contrepartie la classe ouvrière aux sacrifices exigés par l'économie nationale, exactement comme cela s'est passé en Espagne avec l'opposition démocratique. La classe ouvrière a le plus grand besoin des **libertés d'association**, de grève, de presse, mais le pire piège serait de l'attendre d'une réforme des statuts du syndicat d'Etat d'aujourd'hui. De plus, la classe ouvrière ne conquerra de syndicat vraiment « libéré » de toute influence capitaliste que contre les démocrates et les opportunistes qui promettent en échange d'empêcher le prolétariat de s'en servir pour défendre ses intérêts de classe propres, comme cela se passe ici, dans les démocraties impérialistes d'Occident, où les faux partis « ouvriers » combattent toute atteinte à l'économie nationale et à la paix sociale, et livrent les travailleurs combattifs à la répression capitaliste.

En réalité, pas plus à l'Est qu'à l'Ouest, au Nord qu'au Sud, la classe ouvrière ne peut rien attendre d'une démocratisation de l'Etat bourgeois, mais tout de la destruction de ces Etats et de l'instauration de sa dictature de classe; elle ne peut attendre une amélioration durable de son sort de la marche des économies nationales, nécessairement concurrentes entre elles, mais ne peut l'espérer que de la destruction du marché, du salaire et du capital, et avec eux de l'anarchie capitaliste, des crises et des guerres, de l'exploitation.

Autres « faux amis », les bourgeoisies impérialistes occidentales qui agitent hypocritement le drapeau de l'indépendance de la Pologne ou celui des « libertés et des droits de l'homme » pour entraîner le prolétariat dans leur camp en vue d'une nouvelle guerre impérialiste. Le prolétariat de Pologne ou d'ailleurs ne peut attendre de tels « amis » que l'appel à verser son sang pour le remplacement d'une alliance entre maîtres esclavagistes par une autre.

Le manque de place nous empêche de présenter dans ce numéro les réactions des différentes forces politiques de gauche et d'extrême gauche aux événements de Pologne et d'en faire la critique. Ce sera fait dans le prochain numéro.

Dans sa lutte, la classe ouvrière polonaise comme celle de tous les pays n'a qu'un seul véritable allié, la classe ouvrière des autres pays !

Cependant la lutte des prolétaires polonais, par son opiniâtreté même, a déjà permis que ces « faux amis », qui ont conquis, à la faveur de la terrible défaite prolétarienne de ces dernières décennies, une profonde influence sur la classe ouvrière, commencent à montrer le bout de leur nez.

L'Eglise ? Elle n'a pas hésité à appeler à cesser le mouvement, dans l'intérêt supérieur de la Pologne. Pas étonnant que Gierek l'ait félicitée pour son rôle de « stabilisation sociale ». Les impérialismes occidentaux ? Ils ont volé au secours de Gierek tout en comptant sur l'Eglise comme derniers recours ! Les « dissidents », ils ont également appelé au calme ! Walesa lui-même a dû invoquer l'économie nationale, « notre mère à tous », pour « autolimiter » le mouvement. L'approfondissement inéluctable de la crise internationale démontrera les mensonges de l'actuelle démocratisation, dont il n'est pas dit qu'elle puisse durablement colmater les brèches ouvertes dans la stabilité de l'ordre capitaliste par la mise en mouvement de la classe ouvrière.

Le gouffre où la contre-révolution stalinienne a précipité la classe ouvrière l'oblige aujourd'hui à parcourir dans une certaine mesure le chemin déjà pavé des sacrifices des générations précédentes afin de réapprendre les dures vérités de classe. Mais la lutte des ouvriers polonais déblaie le terrain social et politique pour que des groupes de prolétaires tirent les véritables leçons de ces événements et cherchent à organiser leurs frères de classe contre tous ces « faux amis », tentative qui ne pourra être menée à son terme et ne pourra être véritablement féconde qu'en renouant avec l'héritage intégral du véritable communisme, celui de Marx et de Lénine.

Aux marxistes révolutionnaires d'en tirer la leçon qui s'impose, celle de propager le programme du communisme et de renforcer le réseau international du parti de la révolution prolétarienne avec davantage encore de détermination !

● L' « opposition », l'Eglise et Walesa

Pour Jacek Kuron, leader du KOR (Comité de Défense des Ouvriers, né après les grèves de 76 et devenu le Comité pour l'autodéfense sociale), « l'économie du pays est en décomposition. Seul un immense effort de tous, accompagné d'une profonde réforme peut le sauver » (article dans *Le Monde* du 20 août 80). Cette réforme concerne en particulier les syndicats : « Dès l'instant où il y aurait des syndicats élus sur une base démocratique, on se trouverait dans une situation qualitativement nouvelle. La population sera prête à accepter les sacrifices et les restrictions nécessaires si ce sont les ouvriers qui le décident » (Interview au *Nouvel Observateur* du 16 août 80).

Pas étonnant que pour ce nouveau contrat social, dont par exemple les ouvriers espagnols ont déjà fait les frais, Kuron fasse un clin d'œil aux bourgeois occidentaux : « Nous disposons d'une certaine influence dans les milieux ouvriers et nous pouvons l'étendre, car ils ont besoin d'aide, d'information, de suggestions » (article dans *Le Monde* déjà cité) !

Après l'insuccès total de l'appel à la reprise du travail lancé par le primat de Pologne, le

fameux cardinal Wyszynski, « l'Eglise a entrepris, selon *Le Monde* du 29 août, des démarches indirectes auprès de Walesa, le dirigeant du mouvement, pour lui suggérer un appel au calme. La situation est suffisamment incertaine pour que les membres du présidium du MKS [le comité de grève inter-entreprises de Gdansk] craignent qu'un mouvement de fond, incontrôlé et aux conséquences imprévisibles, ne viennent remettre en cause [! ?] aussitôt acquise une victoire aussi importante pour l'ensemble du pays ».

Et de fait, au moment même où les grèves s'étendent à tout le pays, donnant ainsi de nouvelles armes à la classe ouvrière pour imposer ses exigences, Walesa, catholique convaincu et militant de l'opposition, a immédiatement appelé à ne pas étendre les grèves ! D'ailleurs le MKS avait déjà appelé (selon *Europe n° 1* dans son journal de 13 h le 20 août) les ouvriers des hauts-fourneaux à ne pas se mettre en grève « car cela coûterait trop cher à l'économie nationale » ! Il n'est pas étonnant que l'appel au calme et à l'ordre de Walesa ait tout de suite ôté leurs derniers scrupules aux censeurs et que la radio et la télévision s'en soient faits les porte-voix !

● Le leurre du syndicat « autogéré »

La classe ouvrière a besoin d'organisations de lutte tout à fait indépendantes de l'Etat capitaliste ainsi que du droit de grève pour organiser sa lutte de façon ample.

Dès le début, Walesa était partisan d'un syndicat à l'occidentale, démocratique et autocensuré. A la question suivante posée par un journaliste : « Doit-il s'agir de nouveaux syndicats ou peut-on utiliser les structures existantes ? » il répondit : « On peut concevoir des syndicats libres créés sur la base des structures actuelles, à condition que les statuts soient modifiés comme il convient » (*Le Figaro* du 21 août). Le compromis soumis aux grévistes a dû prendre davantage de gants, mais il prévoit que les travailleurs pourront élire là où ils le désirent leurs représentants locaux tandis que la hiérarchie actuelle, à peine réformée, restera en place sous la direction de l'Etat. Bref, on cherche à marier les comités de grève avec les capotures de la bureaucratie d'Etat.

Lorsque les dirigeants du MKS ont affirmé que « les ouvriers étaient disposés à reculer pour les revendications économiques pourvu que la revendication du syndicat libre soit obtenue », ils se sont servis d'une revendication juste pour tromper les travailleurs. Ils

les appellent en fait à reculer sur les revendications pour un leurre.

Pour Walesa, « seuls des syndicats libres permettront de garantir le fonctionnement sans encombre de l'économie nationale et en même temps la réalisation des revendications des travailleurs » (*Le Figaro* du 21 août). Le droit de grève et la levée de la censure de la presse qu'ont obtenus les prolétaires polonais sont donc à l'avance de la même eau que ceux qui existent ici : ils ne sont donnés que dans la mesure où la classe ouvrière ne s'en sert pas de manière contraire aux exigences de l'économie nationale et de l'Etat, c'est-à-dire de l'ordre capitaliste. Comme l'opposition démocratique faussement « socialiste » ou « communiste » ici, l'opposition démocratique et catholique polonaise s'en porte garante !

Mais qu'en dit la classe ouvrière ? Les prolétaires polonais ne tarderont pas à s'apercevoir qu'ils ont été trompés. En effet, les mêmes conditions qui les ont poussés à la révolte ne font que s'étendre avec la crise et la faillite de l' « économie nationale » qui ne peut survivre, en Pologne comme ailleurs, qu'en empêchant la classe ouvrière de vivre. Et alors, gare !

Les grandes étapes des grèves de l'été en Pologne

Le mouvement social qui secoue la Pologne a commencé en juillet à la suite de l'augmentation des prix de la viande décidée par le gouvernement. Cette hausse des prix a déclenché la colère des ouvriers. En effet cette hausse s'inscrit dans la politique d'austérité que mène depuis longtemps le gouvernement polonais pour faire face à la crise économique qui frappe le pays et dont les travailleurs sont les premiers à faire les frais.

Devant la puissance et la multiplication des grèves le gouvernement a dû accorder une partie des augmentations de salaire demandées. Cependant le mouvement ne s'est pas arrêté pour autant. Fin juillet et début août de nouvelles grèves éclataient dans différentes villes, ce qui montrait les difficultés éprouvées par les syndicats officiels pour canaliser le mécontentement des ouvriers. Les travailleurs réclamaient en particulier des augmentations de salaires, l'amélioration des approvisionnements et l'augmentation des allocations familiales. Mais c'est à Gdansk — là où il y a 10 ans la révolte ouvrière s'était déjà manifestée avec force, entraînant dans

ce pays « socialiste » une répression qui avait fait 45 morts et plus d'un millier de blessés — que le mouvement général a commencé à se cristalliser au cours du mois d'août.

Les grévistes de Gdansk réclamaient encore des augmentations de salaire (non hiérarchisées) mais aussi la semaine de 40 heures, la réintégration de camarades de travail licenciés, et surtout des syndicats indépendants, les syndicats officiels ayant depuis longtemps fait la preuve qu'ils trahissent les intérêts des travailleurs. D'autre part les travailleurs de Gdansk mettaient en place un comité de grève inter-entreprises qui refusa constamment la négociation entreprise par entreprise au niveau de la région. Les autorités crurent pouvoir désamorcer le mouvement en annonçant le maintien du prix de la viande jusqu'en 1981. Mais le mouvement, loin de se limiter à Gdansk prit de l'ampleur. Gierek lui-même essaya de reprendre les choses en main : il annonça que les hausses de salaires qui avaient été obtenues par les grévistes en juillet seraient étendues à tous les travailleurs, confirma le gel des prix de la viande à leur prix actuel jusqu'en 1981, annonça de nouvelles importations de viande et de céréales, la création d'une commission chargée de contrôler les prix des produits de première nécessité, l'augmentation progressive des allocations familiales à partir de 1981.

Au lieu de se satisfaire de ces concessions le mouvement ne fit que s'amplifier : on dénombra 300.000 grévistes à Gdansk et dans les principales villes de la Baltique, 200 entreprises en grève à Gdansk même. Le comité de grève élut un présidium de 15 membres habilité à négocier avec les autorités. Cependant le mouvement se heurtait à un pouvoir qui tenta en vain de circonscrire la protestation, notamment en coupant les liaisons téléphoniques entre Gdansk et le reste de la Pologne. D'autre part certains dirigeants du mouvement n'hésitaient pas à reconnaître qu'en fait ils freinaient déjà le mouvement (« A l'heure actuelle, c'est nous qui freinons la base et pas le contraire », disait Walesa au *Figaro* le 21 août).

La détermination des travailleurs ne fit que croître. Alors que le pouvoir jouait le

pourrissement, la contestation ouvrière gagnait en ampleur : à Gdansk 300 entreprises sont en grève et 500 délégués d'entreprises représentés au comité intergrève démissionnent du syndicat officiel (*Les Echos* du 21 août). Jouant à la fois de la carotte et du bâton, les autorités font alors arrêter une vingtaine de membres du KOR tout en annonçant l'ouverture de discussions avec le comité inter-entreprises (MKS).

Cependant, le mouvement s'étend encore, et Gierek est amené à promettre que les syndicats vont être réorganisés pour être plus représentatifs : des élections à bulletins secrets auront lieu prochainement dans toutes les entreprises qui le désirent, sans limitation des candidatures, mais cela n'entraîne pas l'adhésion des travailleurs. En même temps, l'évêque de Gdansk appelle à reprendre le travail mais il n'est pas écouté. Le gouvernement est donc contraint de reprendre la discussion avec le comité inter-entreprises. Celui-ci impose même comme préalable à la reprise de la négociation le rétablissement des liaisons téléphoniques entre Gdansk et le reste du pays alors que le pouvoir voulait faire reprendre les négociations sans conditions. La décision de passer outre à l'ultimatum du gouvernement a été votée à l'unanimité par les 800 délégués du comité de grève... Les grévistes obtiennent aussi la retransmission en direct des négociations sur les antennes régionales de la radio.

Sur le terrain, le mouvement s'étend encore, en dépit de l'appel à la reprise du tra-

vail lancé cette fois-ci par le primat de Pologne en personne, le cardinal Wyszynski. Au même moment un membre du comité central agitait pour la première fois explicitement dans le journal du parti « Trybuna Ludu » la menace d'une intervention soviétique : « Notre pays, écrit-il, est situé au centre du continent, dans la zone de sécurité directe de l'Union Soviétique ». Pourtant, de nouvelles grèves éclatent de toutes parts, et de nouveaux comités de grève se constituent. C'est maintenant toute la Pologne qui est touchée par la vague, si bien que le pays est dans un état proche de la grève générale.

C'est alors que Walesa, le principal dirigeant du MKS, fait savoir que le comité inter-entreprises de Gdansk est prêt à lancer conjointement avec la commission gouvernementale un appel à toutes les entreprises polonaises à se joindre à lui, mais à ne pas cesser le travail. La crise arrivant manifestement à son sommet, les dirigeants de la lutte eux-mêmes démontrent les limites de leur conscience de classe et négocient la reprise, pour le mirage d'un « syndicat libre » négocié, donc autolimité, donc non « libre ».

Le travail a repris à Gdansk. Il semble bien que des groupes non négligeables d'ouvriers n'aient pas été satisfaits ni du compromis sur le « syndicat libre », ni des concessions faites. En même temps le mouvement de grève commence à peine dans les mines de Silésie. Des gages pour la prochaine vague de luttes, demain, sur des bases plus solides encore !

Réunion publique à PARIS

Le vendredi 12 septembre 1980, à 20 h 30,

27, avenue de Choisy, Paris XIII^e
M^o Porte de Choisy

Leçons des grèves en Pologne

Voici le jugement porté par *Les Echos* du 19 août sur le « plan d'assainissement » de Gierek qui, supprimant les subventions aux produits alimentaires, entraînait la hausse des prix qui a servi de détonateur au mouvement : « un plan accueilli avec intérêt dans les capitales occidentales. Mais qui a porté à son comble les frustrations de toute une partie de la population ».

Ici pas de discours sur la « faillite du communisme » ! Les bourgeois de l'Ouest comme de l'Est savent bien que la révolte est le résultat de leur politique commune, fruit de leur mode de production unique ! La preuve ? Encore *les Echos*, du 29 août cette fois : « La contestation est quasi-générale en Pologne. De quoi inquiéter l'URSS, mais aussi l'Occident ! »

Concurrents économiques et adversaires militaires, mais complices pour maintenir l'ordre impérialiste mondial !

L'URSS est bien impérialiste

Le problème touché ici est avant tout celui de la manière de poser la question, une question de **méthodologie matérialiste**. Du point de vue marxiste, est-il licite d'étudier un pays en lui-même quand il s'agit d'analyser des phénomènes de portée mondiale comme l'impérialisme ? Naturellement, la réponse est **négative**. Le propre du matérialisme dialectique est l'étude des phénomènes dans leurs relations **réci-proques** et dans leur **devenir historique**. Pour cela nous pouvons nous reporter à Trotsky lui-même qui explique la nature de l'intervention tsariste dans la première guerre mondiale :

« La participation de la Russie à la guerre comportait des contradictions dans les motifs et dans les buts. En fait, la lutte sanglante avait pour objet une domination mondiale. En ce sens, elle dépassait les possibilités de la Russie [...] En même temps, la Russie, en qualité de grande puissance, ne pouvait s'abstenir de participer à la mêlée des pays capitalistes plus avancés, de même qu'elle n'avait pu, durant l'époque précédente, se dispenser d'établir chez elle des usines, des fabriques, des voies ferrées, d'acquérir des fusils à tir rapide et des avions. Fréquemment, parmi les historiens de la nouvelle école [on pourrait ajouter : et les trotskystes d'aujourd'hui — NDR], des discussions s'élèvent sur le point de savoir dans quelle mesure la Russie tsariste était mûre pour une politique impérialiste moderne, mais ces controverses retombent toujours dans la scolastique, car l'on considère la Russie sur le terrain international comme un élément isolé, comme un facteur indépendant. Or, la Russie n'a été qu'un chaînon d'un système [...]. La Russie payait ainsi le droit d'être l'alliée de pays avancés, d'importer des capitaux et d'en verser les intérêts, c'est-à-dire, en somme, le droit d'être une colonie privilégiée de ses alliés ; mais, en même temps, elle acquerrait le droit d'opprimer et de spolier la Turquie, la Perse, la Galicie, et en général des pays plus faibles, plus arriérés qu'elle-même. L'impérialisme équivoque de la bourgeoisie russe avait, au fond, le caractère d'une agence au service de plus grandes puissances mondiales » (« La Russie tsariste et la guerre », **Histoire de la révolution russe**, éd. du Seuil, pp. 53-54).

Le passage de Trotsky est lumineux. **D'abord**, il faut commencer par étudier les phénomènes déterminants du capitalisme et de la politique mondiale de l'impérialisme ; **ensuite**, on peut et on doit analyser la nature de l'action politique d'un Etat donné. La politique du tsarisme pendant la première guerre et celle de la bourgeoisie russe après février 1917 (dont l'économie, soit dit en passant, n'avait pas en soi besoin d'exporter des capitaux comme c'est le cas d'un capitalisme dans sa phase sénile), ne peut être expliqué qu'en fonction de toute la réalité

L'intervention russe en Afghanistan a déclenché une polémique sur sa nature, et par conséquent sur la nature de l'Etat et de la politique extérieure soviétiques : « L'URSS est-elle impérialiste ? ». Le trotskysme a répondu unanimement par la négative. Une réponse affirmative aurait été en contradiction ouverte avec sa « défense de l'URSS ». Ainsi, par exemple, Lutte de classe (9-6-80) développe son argumentation autour de deux axes : le premier est la négation de la nature capitaliste de l'Union soviétique, négation que notre Parti a réfutée dans de nombreux travaux et sur laquelle nous ne nous arrêterons pas ici ; le second consiste à nier que l'URSS ait besoin de « nouveaux champs d'investissements » pour ses capitaux (un « socialisme » qui investirait des capitaux, voilà une perle théorique du trotskysme !), d'où elle conclut que « l'URSS n'est pas soumise aux mêmes nécessités économiques que l'impérialisme ». La conclusion est évidente : la raison ultime des guerres résiderait seulement dans l'impérialisme occidental. La Russie est lavée du péché originel.

et de la politique mondiale de l'impérialisme, de la même manière que l'action d'Etat du tsarisme depuis ses origines, avec Pierre le Grand, ne peut s'expliquer par les besoins de l'économie russe féodale et patriarcale, mais comme réaction à et en fonction du **capitalisme international** en expansion dans l'aire européenne occidentale. Ce sont les besoins d'Etat qui poussent la monarchie dans sa politique de grande puissance, d'annexions et d'expansionnisme ; ce sont les besoins de sa défense militaire qui poussent le tsarisme dans des guerres innombrables, pour s'ouvrir la voie vers la Baltique et pour le contrôle du Détroit des Dardanelles.

S'il est bien certain que « le facteur qui en dernière instance détermine l'histoire est la production et la reproduction de la vie réelle », il n'est pas moins certain que « si quelqu'un déforme cela en disant que le facteur économique est le seul déterminant, il transformera cette thèse en une phrase vide, abstraite, absurde, [étant donné que] la situation économique est la base, mais les divers facteurs de la superstructure qui se fondent sur elle — les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats [...] — exercent aussi leur influence sur le cours des luttes historiques » (Lettre d'Engels à J. Bloch du 21-22/9/1890).

Ainsi, la participation de l'Etat russe à la seconde guerre mondiale, après que le stalinisme eut liquidé le parti bolchévique et l'Internationale de Lénine et, par conséquent, la dictature prolétarienne en Russie, faisant de l'Etat soviétique l'agent du développement capitaliste russe et de ses intérêts nationaux, ne peut être expliquée qu'en fonction des affrontements interimpérialistes et, dans ce cadre mondial, de la sauvegarde de ses intérêts purement nationaux. Il est certain que la Russie stalinienne en pleine industrialisation sauvage n'avait pas besoin d'exporter des capitaux, mais sa participation à la guerre résulte du fait quasi mécanique selon lequel une grande nation ne peut se maintenir en marge d'une guerre mondiale pour le partage du monde. La forme de cette participation est déterminée non seulement par

ses besoins propres, mais aussi par la politique même des grands pays belligérants.

L'alliance de l'URSS avec l'Allemagne nazie permettait non seulement à la Russie de s'éloigner des fronts de bataille, pour laquelle elle n'était pas réellement préparée, mais encore de poursuivre la politique historique d'annexions en Europe centrale (partage de la Pologne, annexion des pays baltes, etc.) que l'Etat tsariste (et ensuite démocratique-bourgeois après la Révolution de Février) avait pratiquée auparavant. La rupture vint du côté de l'Allemagne, et alors l'alliance américano-russe naquit des besoins mutuels des deux alliés, besoins déterminés par les exigences d'une politique mondiale impérialiste : l'URSS donnait la chair à canon constituée par des dizaines de millions de prolétaires russes et internationaux, et assurait la paix sociale dans les pays alliés grâce à la politique de ses agents locaux, les PC officiels ; les USA fournissaient les capitaux, les aliments et les canons. Face à la guerre impérialiste, il n'existe pas de troisième voie entre celle qui consiste à se plier et à s'intégrer à la politique déterminée par les grands colosses impérialistes (c'est-à-dire y participer), et l'autre voie, la révolution prolétarienne, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. La Russie était déjà devenue l'agent de la liquidation de cette voie révolutionnaire et participa à la guerre impérialiste selon les vicissitudes de la lutte entre l'Allemagne et l'Angleterre, dans sa première période, entre l'Allemagne et les USA-Grande-Bretagne ensuite.

La Russie avait participé à la première guerre comme alliée mineure des pays avancés et en tira ainsi le droit d'opprimer des pays plus petits. Elle participa à la seconde à cause d'exigences nationales et obtint ainsi le droit de se constituer un **glacis** autour d'elle (ce qui est une politique constante depuis des siècles) pour satisfaire des besoins de caractère militaire, en créant une « zone d'influence propre ». Cette zone lui permit de mener à bien un pillage économique à grande échelle durant les premières années de l'après-guerre pour reconstruire son propre potentiel économique et, ensuite,

de superposer à sa domination politique des relations économiques régies par des « traités inégaux ».

La Russie devint ainsi un **maillon primordial** de tout le système impérialiste mondial, dont la forme est déterminée par les vicissitudes historiques qui conditionnèrent le résultat de la seconde guerre et qui, en dernière instance, résultent des tendances profondes du capitalisme à l'époque impérialiste.

Le lecteur trouvera dans l'article « Evolution des rapports interimpérialistes depuis la dernière guerre » (**Le Prolétaire** n° 255 et 256) un cadre général de l'histoire de la politique russe comme partie intégrante des rapports interimpérialistes. Plus récemment, son intervention en Afghanistan, qui était hors de ses chasses gardées, vient surtout d'exigences politico-militaires : l'accès direct aux routes et aux sources pétrolifères occidentales est un facteur décisif de pression sur les pays de l'Europe occidentale et le Japon et de concurrence avec les Etats-Unis dans la perspective d'un futur conflit mondial.

Or, en créant sa propre zone d'influence politico-économique, l'URSS s'est donné de meilleures conditions pour accélérer sa propre industrialisation interne (les accumulations primitives en Angleterre et en France et leur transformation impérialiste sont nourries du pillage et de la domination sur d'autres peuples) ; les conditions aussi d'un rapide développement de ses tendances internes, propres au capitalisme impérialiste, à un certain point de son évolution. Ce n'est pas ici le lieu d'analyser en détail les rapports économiques du capitalisme russe avec ses « satellites » qui, **tendanciellement**, ne peuvent manquer d'assumer ces mêmes caractéristiques économiques propres à l'impérialisme. Nous avons déjà montré autre part (cf. la série « L'Afrique, proie des impérialismes », **Programme Communiste** n° 76, 77, 79 et 81) que ces tendances — naissantes, c'est certain — apparaissent dans les relations de l'URSS avec l'Afrique. Et la vente d'armes à l'Egypte, la construction du barrage d'Assouan, la vente d'usines entières à la Chine durant la période d'une idylle maintenant périmée, est-ce que ce n'est pas de l'exportation de capitaux ? Le fait que dans tout cela il y ait un calcul stratégique-militaire ne change rien à l'affaire : la politique est aussi un facteur qui a une incidence sur l'économie, accélérant l'évolution historique elle-même (ainsi, le saut vers le capitalisme d'Etat en Allemagne résulte des besoins de l'effort de guerre en 1914).

En fin de compte, la préparation du prolétariat au **défaitisme révolutionnaire** exige la démonstration non seulement du caractère capitaliste de l'URSS, mais encore sa dénonciation en tant que **pilier fondamental** du système impérialiste mondial.

La signification du « golpe » bolivien

(suite de la page 1)

d'Etat, qui doit être d'autant plus solide que la situation devient de plus en plus instable avec l'aggravation de la crise capitaliste mondiale. Les querelles des politiciens démocrates auraient sans aucun doute contribué à compromettre cette stabilité, ouvrant ainsi une brèche pour l'éclosion de la lutte de classe, d'autant plus que les partisans de Suazo tentaient de se servir du mouvement ouvrier pour leurs intérêts de chapelle, en l'appâtant par des promesses et des concessions.

Comme on le voit dans la démocratisation en cours en Amérique latine, celle-ci tend à donner lieu à une sorte de **démocratie militaire**, où l'armée (cf. le Pérou et le Brésil) cesse d'exercer directement le pouvoir en tant que telle, en le confiant à des partis démocratiques parlementaires (même quand, comme c'est la tendance au Brésil, on laisse la présidence à un militaire), mais elle continue à être le détenteur de fait du pouvoir. Il s'agit en somme de la version « sous-développée » de la **démocratie fascisante** des métropoles impérialistes : l'armée joue un rôle analogue à celui de la grande bourgeoisie monopoliste qui contrôle de façon toujours plus totalitaire l'appareil d'Etat, la démocratie parlementaire étant un simple décor impuis-

sant dont l'unique fonction est d'illusionner les masses.

Le coup d'Etat a montré, une fois de plus, qu'au-delà de tout prétendu **antigorillisme**, la démocratie bolivienne — comme ses sœurs du sous-continent — est disposée à tout sacrifier, y compris elle-même, au maintien de l'ordre. C'est ainsi qu'elle n'a pas même ébauché la moindre tentative de résistance au **golpe**, cédant pacifiquement devant les militaires au nom de la paix sociale. La démission de la présidente Gueiler est un symbole achevé de cette complicité avec les gorillas : « Je me vois dans la pénible obligation de laisser le commandement aux **Forces Armées pour éviter des affrontements inutiles et des jours douloureux pour la nation** » (El País, 19-7-80). Quelques jours plus tard, le bonze en chef Lechin lui faisait écho, en appelant à la télévision à cesser la grève : « Ce qui m'intéresse le plus, c'est la pacification et la vie des humbles et des pauvres » (El País, 2/3-7-80).

L'action de la démocratie et de ses acolytes « ouvriers » a permis que l'offensive militaire puisse déployer son cannibalisme sur un prolétariat non préparé à se situer sur le terrain de la lutte révolutionnaire, mais sur celui de la défense d'une démocratie impuissante et contre-révolutionnaire. Malgré cela, les mineurs ont répondu par les armes à la violence supérieure de l'ennemi. Une fois de plus, cette défaite démontre la nécessité de donner à cette volonté de lutte jamais démentie la préparation politique nécessaire à l'action révolutionnaire et à sa victoire.

La classe ouvrière, dont le sang a été une fois de plus répandu à flots, doit comprendre que la lutte efficace contre la violence militaire suppose la rupture et la lutte impitoyable contre tous les partis et les forces de l'éventail démocratique, et l'abandon total du terrain démocratique, incompatible et radicalement opposé à celui de la lutte de classe.

Il y a dix ans s'éteignait Amadeo Bordiga

Amadeo Bordiga fut le fondateur de notre courant et de notre parti après avoir été militant des Jeunesses puis du Parti socialiste, chef de la Fraction communiste abstentionniste du Parti socialiste italien, puis dirigeant du Parti Communiste d'Italie, de 1921 à 1923. Sa vie s'identifie avec une lutte acharnée pour la constitution du véritable parti prolétarien, contre toutes les dégénérescences.

Pour honorer sa mémoire, nous avons choisi deux courts textes peu connus qui n'ont pu trouver place dans le premier volume de l'édition italienne de notre Histoire de la Gauche et qui illustrent le sens de son combat au cours de la Première Guerre mondiale, sur des positions exactement parallèles à celles de Lénine et de la gauche de Zimmerwald, contre la tentation de l'Union Sacrée ainsi que contre le pacifisme, pour la riposte prolétarienne à la guerre impérialiste et sa transformation révolutionnaire en guerre civile antibourgeoise.

Il s'agit de deux motions de la Section socialiste de Naples, rédigées la première peu de jours après l'éclatement du conflit mondial, la seconde lorsque l'entrée en guerre de l'Italie d'un côté ou de l'autre du front commençait à se profiler. L'actualité de ces deux textes n'a pas besoin d'être illustrée.

« Face à l'éclatement de la guerre en Europe, la Section de Naples du Parti socialiste,

considérant que les travailleurs n'ont aucun intérêt ni idéal à défendre sur les frontières nationales, quelle que soit la motivation que la rusée et hypocrite diplomatie bourgeoise donne de la guerre ; et que la responsabilité du conflit actuel incombe en égale mesure à la bourgeoisie de tous les pays, qui s'est lancée depuis des années dans une course folle aux armements et qui se sert de l'exaltation du militarisme non seulement pour ses cupidités impérialistes, mais aussi pour sa défense contre les progrès des classes prolétariennes ;

souhaite que les travailleurs européens se réveillent de l'ivresse qui les lance aujourd'hui les uns contre les autres vers des massacres incalculables, et se servent des armes qu'ils ont empoignées pour la défense de la cause du prolétariat international ;

forme le vœu que le Parti Socialiste et les organisations ouvrières observent une orientation d'opposition résolue à toute guerre et conservent à leur action son caractère de classe et de parti, quelle que soit la situation envisagée par le gouvernement bourgeois italien du point de vue des prétendus intérêts nationaux. »

(D'après Il Socialista du 13 août 1914.)

« La Section socialiste de Naples, discutant sur l'action à mener en cas d'intervention de l'Etat italien dans la guerre européenne, souhaite que les organes directeurs du Parti prennent la responsabilité de maintenir le caractère d'opposition politique intransigeante du Parti contre la bourgeoisie et contre l'Etat, tant dans la période de la mobilisation que durant tout le déroulement de la guerre, en s'opposant systématiquement à toutes les propositions qui vont suivre, en particulier pour les crédits militaires, et en maintenant dans le pays un vif courant d'opposition brisant l'immanquable « trêve des partis » qu'invoqueront les classes dominantes ;

considérant que cette continuelle opposition doit tendre à assumer les formes les plus résolues, elle s'associe à la proposition du comité de la Section de Milan pour la grève générale en cas de mobilisation, en souhaitant que les deux mille Sections du Parti socialiste, en accord avec les organisations ouvrières, sauront se préparer à toutes les éventualités que la grève générale pourra déterminer ».

(D'après l'Avanti, 6 février 1915.)

Souscription permanente

LISTE N° 7

Angers : 67 F ; Toulouse : 126,50 F ; Paris : 362,95 F ; Lille : 1.170 F ; Rouen : 10.170 F ; Valence : 22 F.

TOTAL 11.918,45 F
TOTAL PRECEDENT 54.466,55 F
TOTAL GENERAL 66.385,00 F

